

# MUTATIONS

## UN MAGAZINE DE DÉBATS, DE DÉCRYPTAGE ET D'OUVERTURE



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

---

Le monde change avec le mutualisme

# MUTATIONS



## MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

- Des convictions fondées sur la démocratie et le progrès social
- Une contribution des mutuelles au débat d'idées en collaboration avec des think tanks de tous horizons

### MULTIPLIER LES POINTS DE VUE

- Comprendre la réalité du terrain
- Donner la parole aux acteurs
- Confronter les opinions et les expertises

### RÉFLÉCHIR SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

- Décryptage de l'évolution de l'environnement des mutuelles, de la protection sociale et de la santé
- Mise en lumière d'expériences innovantes



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

## APRÈS LA CRISE

Quelle transition  
alimentaire ?PRÉVENIR  
DÈS L'ENFANCE

Acte du quotidien, enracinée dans notre culture, l'alimentation se situe, d'un point de vue collectif, au croisement d'enjeux écologiques, sociaux et de santé. Elle est l'exemple parfait des interactions que ces dimensions entretiennent. La qualité de l'air et de l'eau, le dérèglement climatique, les procédés agricoles sont autant de facteurs environnementaux influant directement sur elle. Et l'accès à une alimentation saine et diversifiée reflète les inégalités sociales. En témoigne l'exposition au risque d'obésité. Risque à double détente car le surpoids ou l'obésité augmente les dangers encourus dans de nombreuses pathologies, cardiaques notamment, mais aussi lors d'épidémies, comme l'actualité récente l'a illustré avec la Covid-19. Les fragilités s'additionnent. Une alimentation saine et équilibrée cumule, elle, les bénéfices, y compris en matière d'écologie. Si la Mutualité Française s'exprime moins sur ce sujet, il n'en demeure pas moins central dans nos réflexions. En 2017, les Journées de rentrée mutualistes à Nancy avaient porté sur la santé environnementale, avec l'alimentation pour thème principal. Beaucoup reste à faire dans ce domaine, à commencer par l'information, la prévention et l'éducation à la santé. Il faut intervenir au plus tôt, dès l'enfance, puis ensuite tout au long des parcours, pour sensibiliser tous les Français. Sur cet enjeu majeur de l'alimentation, comme dans les autres domaines qui relèvent de la prévention, une mobilisation efficace passe par les acteurs du quotidien : écoles, entreprises, mutuelles, professionnels de santé... Afin de créer une culture de la santé publique et de mieux préserver et améliorer l'état de santé de chacune et chacun, c'est d'une démarche volontariste large, politique, sociale et citoyenne dont nous avons besoin.

**Thierry Baudet**

Président de la Mutualité Française

## SOMMAIRE

-  **REPORTAGE** P. 4  
L'AGRICULTURE  
MISE SUR L'ADAPTABILITÉ  
Trois récits du quotidien au sein  
d'une coopérative d'agriculteurs,  
d'une exploitation agricole bio  
et d'une ferme urbaine innovante.
-  **ACTEURS** P. 10  
Laurence Tabré,  
maître de conférences en sociologie  
à l'université Toulouse Jean-Jaurès.  
**LE PARADOXE  
DE L'ALIMENTATION**  
Jean-Marc Rousselet, éleveur de porcs bio  
à Maulion (Deux-Sèvres) et militant  
de l'association Réseau salariat. P. 14  
**POUR UNE SÉCU SOCIALE  
DE L'ALIMENTATION**
-  **DATA** P. 18  
**LE POIDS DE L'ALIMENTATION**
-  **DÉCRYPTAGE** P. 20  
**CIRCUITS ALIMENTAIRES :  
LE BONHEUR EST-IL DANS LE PRÉ ?**  
Durant le confinement, de nombreux  
Français se sont tournés vers les  
producteurs et les produits locaux.  
Adaptation ponctuelle ou virage important  
dans nos habitudes de consommation ?
-  **FACE-À-FACE** P. 26  
**DIVERSIFIER LES MODES  
DE PRODUCTION AGRICOLE**  
Débat entre Jean-Baptiste Moreau,  
député LREM de la Creuse et agriculteur,  
et Eric Adam, directeur des relations  
institutionnelles du groupe Carrefour.
-  **POINT DE VUE** P. 30  
Elyse Etienne, chargée de Vigilantines,  
campagne de l'Association  
végétarienne de France.  
**COMMENT RELEVÉ LE DÉFI  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**



## COMMENT RELEVER LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'agriculture bio pourrait-elle ou non produire assez de nourriture pour 10 milliards d'êtres humains ? Voilà une question devenue tarte à la crème pour les journalistes. Pourtant, la poser ainsi, c'est souvent passer à côté du problème. Demandez-on à l'agriculture chimique si elle permet d'éviter les famines ? Nous savons que la réponse est non. Car nos systèmes agricoles et alimentaires dépendent bien plus que de nos seuls modes de production : ils ont trait à la répartition, à l'accès, à la gouvernance, au nombre d'intermédiaires...

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive » (Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

“

PAR ÉLYNE ÉTIENNE,  
chargée de Végétarines,  
campagne de l'Association  
végétarienne de France

2020

Maîtrise spécialisée  
Innovations et politiques  
pour une alimentation durable  
à Montpellier SupAgro.

2019

Chargée de développement  
à l'association  
Futur au présent.

2018

Master de science politique  
à Sciences Po Paris.

La quantité de nourriture produite n'est donc qu'une petite partie du débat, qui se résume ici à l'accès matériel à une alimentation suffisante. Au niveau mondial, il n'y a d'ailleurs pas de problèmes en matière de quantité de nourriture produite puisque, sur 4 000 kilocalories récoltées, 1 200 sont destinées à l'alimentation animale, 800 gaspillées, et seulement 2 000 directement consommées en moyenne<sup>1</sup>.

Le changement des modes de consommation (moins de gaspillage et surtout moins de produits carnés) est donc le premier levier pour assurer une quantité de nourriture suffisante à tout citoyen du monde, pour qu'alimentation humaine et animale n'entrent plus en concurrence, et pour que l'élevage ne contribue plus à la dégradation ou à l'acidification d'écosystèmes essentiels à l'agriculture.

L'accès social et économique à l'alimentation dépend de la capacité d'une population à acheter de la nourriture. À cet égard, qu'importe la quantité de nourriture produite si les ménages les plus pauvres n'ont pas les moyens de l'acheter. La crise économique liée au coronavirus est l'épisode le plus récent qui le révèle : les personnes les plus précaires, qui sont de plus en plus nombreuses à faire la queue devant les banques alimentaires, n'ont pas besoin d'aide parce que la France ne produirait pas assez de nourriture, mais parce qu'elles n'ont pas les revenus suffisants pour s'en acheter.

Se posent également les questions de l'accès géographique et de la diversité alimentaire consommée. Pour que les populations puissent accéder facilement à tous les nutriments nécessaires à leur bonne santé, cela nécessite qu'elles puissent cultiver et consommer localement une pluralité d'aliments. Cette consommation locale et diversifiée nécessite que les agricultrices et agriculteurs aient des pratiques agroécologiques en associant différentes espèces ensemble et en faisant des rotations de culture. Seul ce mode de production permet un maillage territorial fin d'une offre agricole diversifiée, à la fois saine d'un point de vue nutritionnel, beaucoup plus écologique, et beaucoup plus résiliente<sup>2</sup>.

Mais c'est souvent là que le bât blesse. Une agriculture territorialisée nécessite des filières locales robustes, une autonomie nationale présidant aux choix agricoles et alimentaires de son pays. Les ONG de développement et certains syndicats agricoles altermondialistes<sup>3</sup> parlent de « souveraineté alimentaire » pour défendre l'autonomie des pays du Sud dans leur politique commerciale, agricole et alimentaire. Cela signifie : pas d'ingérence, pas de pressions commerciales, pas de concurrence déloyale. Cela signifie surtout sortir de la rhétorique absurde et néocoloniale selon laquelle la France aurait vocation à nourrir le monde grâce à une agriculture productiviste tournée vers l'exportation. Absurde parce que la France importe 4 millions de tonnes de soja chaque année. Et néocoloniale parce que cette affirmation sous-entend que les autres pays seraient incapables de produire seuls leur propre nourriture.

Enfin, que l'on parle de transition démographique ou de transition agroécologique, un facteur important est celui de l'émancipation des femmes. Sur le plan démographique, le meilleur levier pour faire baisser un taux de fécondité n'est pas d'adopter des politiques contraignantes – et sexistes – sur les naissances, mais de donner aux femmes l'autonomie nécessaire pour choisir et une place égale dans la société.

En matière d'agroécologie, les femmes agricultrices sont nombreuses dans les pays du Sud, et leur spécialisation dans les cultures vivrières permet d'assurer la sécurité alimentaire des ménages. Elles constituent de fait un acteur stratégique dans les programmes de développement agricole, et leur intégration dans la gouvernance des territoires permet très souvent un développement plus écologique et plus social.

Tout comme le débat sur la soutenabilité environnementale d'une population en croissance cache en fait une vraie discussion sur l'empreinte environnementale individuelle et sur les disparités entre riches et pauvres<sup>4</sup>, l'enjeu de la sécurité alimentaire amène davantage à discuter des systèmes alimentaires dans leur ensemble que de la quantité de nourriture produite. Plus qu'une question de soutenabilité et de sécurité alimentaire, les évolutions démographiques et enjeux environnementaux viennent chatouiller nos propres torpeurs existentiels devant la perte d'importance de la France dans le monde et devant les changements de modes de vie et de pensée nécessaires pour relever le défi de la transition écologique.

Ces enjeux révèlent les responsabilités qui sont les nôtres en tant que pays développé, en même temps qu'ils révèlent que la justice sociale ne peut se penser que dans l'autonomie des individus et des peuples, échangeant entre eux selon des principes d'équité. ■

1. Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique du ALine, par Catherine Esnoult, Marie Russel et Nicolas Bricas (coord.), éditions Quae, décembre 2011.

2. « Agroécologie et droit à l'alimentation », par Olivier De Schutter, Rapport ONU, 8 mars 2011.

3. A titre d'exemple, CCFD-Terre Solidaire et Via Campesina.

4. « Pourquoi les nouveaux mathusiens se trompent », Note Terra Nova, janvier 2018.

## MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

- Des convictions fondées sur la démocratie et le progrès social
- Une contribution des mutuelles au débat d'idées en collaboration avec des think tanks de tous horizons

### MULTIPLIER LES POINTS DE VUE

- Comprendre la réalité du terrain
- Donner la parole aux acteurs
- Confronter les opinions et les expertises

### RÉFLÉCHIR SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ

- Décryptage de l'évolution de l'environnement des mutuelles, de la protection sociale et de la santé
- Mise en lumière d'expériences innovantes



REPORTAGE



ACTEUR



DATA



DÉCRYPTAGE



FACE-À-FACE



POINT DE VUE

ABONNEZ-VOUS à MUTATIONS  
EN PROFITANT DE NOTRE TARIF PROMOTIONNEL

**1 AN > 38 €**  
(4 NUMÉROS) **SEULEMENT**

MUTATIONS LE TRIMESTRIEL DE PROSPECTIVE  
ET DE RÉFLEXION DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE



### BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à retourner à : Mutations Abonnements,  
12 rue du Cap-Vert, CS40010, 21801 Quetigny Cedex

Tarifs 2019	Tarif par abonnement
De 1 à 6 abonnements	38 €
De 7 à 20 abonnements	36 €
De 21 à 40 abonnements	34 €
41 abonnements et plus	32 €

Je souscris \_\_\_\_\_ abonnement(s)  
d'une durée de 1 an au tarif unitaire de \_\_\_\_\_ €  
soit un montant total de : \_\_\_\_\_ €

En cas de souscriptions multiples, merci de joindre une liste des personnes à abonner avec leurs coordonnées

☐ Mme ☐ M. Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Organisme/Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir des offres par e-mail de Mutations

Ci-joint mon règlement : ☐ Je règle par chèque à l'ordre de la FNMF

☐ Je règle par virement en indiquant Mutations dans le libellé du virement  
IBAN : FR76 3148 9000 1000 2214 5643 247 BIC : BSUIFRPP

AMUTIS

Journal de la presse (du 01/01/2019). Conformément à la loi relative aux droits des personnes physiques, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, et nous opposer à leur utilisation commerciale et à d'autres usages, en nous écrivant.